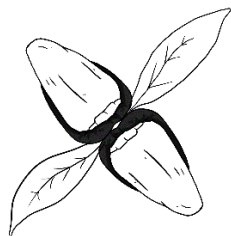


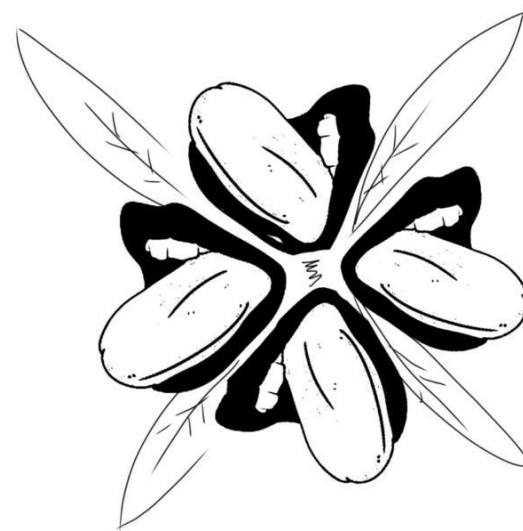
Cette brochure est la première du collectif Hérésie(s). Elle a été rédigée au printemps 2026 dans un contexte de montée du masculinisme et d'une offensive antiféministe qui se réinvente dans les milieux révolutionnaires / anti-autoritaires et même « de gauche » en général avec des arguments « progressistes ». Le féminisme est perçu ou présenté au mieux comme une lutte secondaire, au pire comme un obstacle à la révolution. Dans ce contexte extrêmement réactionnaire et conservateur, il nous semblait primordial de réaffirmer la nécessité d'une perspective et d'une analyse féministe révolutionnaire anti-autoritaire de l'état et du patriarcat.



heresies@riseup.net
heresies.noblogs.org

L'état, ce gros daron

Une analyse féministe anti-autoritaire



Hérésie(s)

Ressources :

Cette brochure s'appuie sur des concepts et des analyses développées par plusieurs courants féministes et différent.es auteur.ices. Pour certain.es nous ne sommes pas en accord avec la totalité de leur positionnement mais nous voulions tout de même citer quelques ouvrages sur lesquels on a pu s'appuyer, en plus de ceux cités en bas de page.

- Silvia Federici - *Le capitalisme patriarcal*
- Audre Lorde - *Age, race, classe sociale et sexe : les femmes repensent la notion de différence*
- Claudia Jones, *We Seek Full Equality for Women*
- Collette Guillaumin - *l'appropriation des femmes* ainsi que *sexe, race et pratique du pouvoir*
- Elsa Dorlin - *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*
- Monique Wittig - *la pensée straight* ainsi que *le corps lesbien*
- Max Weber - *Le savant et le politique*
- Mikhail Bakounine - *Fédéralisme, socialisme et anti théologisme*
- Fray Baroque/ Tegan Eanelli - *Vers la plus queer des insurrections*

Et globalement les écrits, discours, publications de Emma Goldman et Federica Montseny (Mujeres Libres)

Sommaire

Intro

Le rôle de l'état

1. Liens entre État et patriarcat

- a) L'État : propriétaire des corps
- b) La famille nucléaire au service du capital
- c) Le travail reproductif des femmes
- d) Contrôle hétéronormé des corps et économie patriarcale

2. Patriarcat et conquête de la terre

- a) Le corps – territoire
- b) Femmes colonisées
- c) Hybridation entre patriarcat indigène et colonial
- d) Écologie et masculinisme

Intro :

Peut-on être féministe sans être anticapitaliste et anti-autoritaire ? Cela nous semble impossible. Si le féminisme peut être vu comme « un mouvement réclamant l'égalité entre les hommes et les femmes », il nous semble peu probable qu'une telle égalité soit possible dans un système où la base même de son existence est l'exploitation. Ainsi réclamer l'égalité dans nos sociétés actuelles signifierait le droit d'être un exploiteur comme les autres¹ ou juste réorganiser la place des femmes dans la production capitaliste. Cette réorganisation maintiendrait évidemment les inégalités en place et permettrait seulement que des femmes bourgeoises puissent tirer leur épingle du jeu. Et même là elles resteraient soumises au patriarcat, à la culture du viol et aux violences sexistes.

Dans ce contexte particulièrement antiféministe, nous voulions rappeler l'importance des perspectives féministes dans la révolution à venir. Nous ne voulons pas seulement dénoncer les conséquences du patriarcat sur nos vies mais aussi tous les systèmes qui les rendent possibles. Et pour cela seule une perspective féministe anarchiste / anti-autoritaire

¹. Ce qu'on a vu se confirmer avec la tendance « girlboss » où le féminisme est réduit au « girl power » (attention toutefois lorsque les critiques de ces tendances girlboss se basent aussi sur des rhétoriques misogynes.)

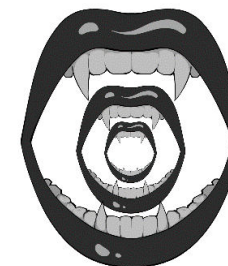
structures qui lui permettent de se maintenir et se renforcer.

On ne peut faire l'économie d'une analyse du patriarcat à la fois comme structure d'exploitation à part entière mais aussi comment il s'imbrique avec le capitalisme global. Les imaginaires que nous voulons faire vivre et la révolution que nous voulons menée n'est pas un réagencement de l'ordre existant mais sa destruction totale où les corps seront libres et les normes, les rôles assignés et l'exploitation devront voler en éclat.

Pour cela nous avons besoin de faire exister un discours et des pratiques féministes antiautoritaires qui s'attaquent à la question du pouvoir dans son intégralité.

Les perspectives féministes indispensables à la révolution sont évidemment indissociables d'une critique de l'état comme structure et de tout ce qui en découle : les frontières et sa xénophobie, les prisons, la police, la social-démocratie et ses partis parlementaires (de l'extrême-gauche à l'extrême-droite), toutes les formes de racismes et de ségrégations... Bref tout ce que ce système produit et ce que l'état protège comme un gros daron.

Que crève l'état et le patriarcat !



Conclusion :

Nous avons besoin, dans cette première brochure, de résumer des perspectives féministes anti-autoritaires aujourd'hui attaquées et silenciées. Les analyses et perspectives féministes tendent à disparaître. On perd du terrain sur les questions révolutionnaires en général et sur les questions féministes en particulier.

L'affaire Epstein³⁰ analysé seulement à l'angle d'une critique de la bourgeoisie (ou même carrément avec un angle complotiste / antisémite) et non pas l'angle des structures qui permettent les violences sexuelles dans toutes les sphères de la société. Ou encore l'affaire Pélicot³¹ qui a suscité peu de réactions dans les milieux militants.

Avec ce texte on a voulu rappeler quelque chose qui devrait être évident mais il n'y a pas de révolution possible sans détruire le capitalisme et toutes les

³⁰Si des textes sont sortis sur l'instrumentalisation de l'affaire par la sphère complotiste / antisémite, très peu de texte avec un angle féministe sur le continuum culture du viol / pédocriminalité + bourgeoisie qui peut les maintenir à grand échelle.

³¹On a vu peu de textes passés dans les milieux anarchistes / antiautoritaires. Globalement on a eu droit à des « féministes » qui ont juste expliqué que Pélicot n'étant pas la « victime parfaite », il ne fallait ni la soutenir ni s'y intéresser et que ça concernait la justice. Le vide insondable de ces postures a marqué un tournant, là où quelques années en arrière ce genre de procès aurait fait grand bruit dans les cercles militants.

nous permet d'envisager une libération totale pour toutes.

Ce qui rend le patriarcat possible c'est d'abord le pouvoir² et le capitalisme qui encadre ce dernier. Le patriarcat n'est pas apparu avec le capitalisme mais le capitalisme s'est appuyé sur le patriarcat pour se développer.

Si le patriarcat précède le capitalisme (on retrouve une division sexuée du travail, des violences sexistes et des normes de genre rigides dans de très nombreuses sociétés pré-capitalistes du Nord au Sud) c'est le capitalisme actuel qui renforce les rôles de genre.

Et c'est notamment la première phase d'accumulation capitaliste qui va entraîner une régression importante de la condition féminine. C'est pourquoi le capitalisme a besoin du patriarcat : en dévalorisant des catégories sociales, il va pouvoir tirer profit de la vulnérabilité qu'il a lui-même institué.

Le capitalisme n'existe pas sans rapports d'exploitation et les catégories opprimées peuvent varier en fonction des territoires et des époques mais le capitalisme n'a jamais existé sans oppressions de genre.

Le sexisme est à la fois une conséquence du capitalisme mais aussi une condition à l'existence de ce dernier.

². On entend ici par pouvoir la notion d'autorité (issu du latin populaire *potere*, lui-même réfection du latin classique *posse*, verbe composé *potis sum* : « je suis maître de ».)

Capitalisme et patriarcat sont donc indissociables l'un de l'autre : si le premier crée les conditions d'exploitation, le deuxième en fournit les justifications. Penser que lutter contre le capitalisme suffit et, qu'une fois le capitalisme détruit, le patriarcat tombera tout seul est une illusion³. Le patriarcat se modifiera et s'adaptera dans d'autres formes de société. **C'est donc bien le pouvoir en lui-même qu'il faut détruire** et cela commence par une critique de l'état en tant que structure d'exploitation.



L'élevage industriel et l'insémination artificielle apparaissent comme des formes de contrôle du vivant : animaux et territoires sont transformés en « usines à viande », réorganisés pour produire toujours plus, plus vite et à moindre coût. Cette logique s'articule à une division genrée du travail, où les femmes paysannes et rurales sont souvent assignées aux tâches de soin et de reproduction (des animaux, de la famille, des cultures) de manière invisible et peu ou pas rémunérée, reproduisant ainsi une exploitation à la fois écologique, économique et patriarcale.



³. Les tentatives des régimes communistes n'ont, par exemple, jamais rompus complètement avec le patriarcat (ni avec le capitalisme d'ailleurs). Voir aussi le film « born in flames »

» des hommes par le féminisme et les « écolos bobos ». ²⁹

L'extrême droite suprémaciste blanche développe, elle, une écologie xénophobe et misogyne, souvent qualifiée d'écofascisme, où la protection de la « nature » sert à justifier le racisme, le contrôle du corps des femmes et la violence contre les populations vulnérables. Dans cette vision, le guerrier masculin blanc est présenté comme protecteur de la « race » et du « territoire » convoquant le mythe du « paradis perdu », mythe réactionnaire en opposition directe à une écologie émancipatrice, anticapitaliste et féministe qui lie défense des écosystèmes et autonomie des corps.

La production animale industrielle et les techniques d'insémination/contrôle des naissances s'inscrivent dans une logique productiviste et capitaliste qui vise à maximiser le rendement plutôt qu'à répondre à des besoins réels. Elles participent à la même dynamique que la stérilisation des sols par les pesticides, les engrais chimiques et les monocultures, qui épuisent les terres et détruisent les écosystèmes au nom du profit.

²⁹Les hommes écolos sont d'ailleurs appelés de manière dépréciative « hommes soja » par les masculinistes car dans leur logiciel de pensée, le fait de se soucier de l'écologie est incompatible avec le fait d'être un « vrai homme »

Le rôle de l'état

L'État joue un rôle central dans le maintien des rapports de domination. Sa légitimité repose sur sa capacité à maintenir l'ordre social par la force, la loi, et la violence dont elle détient le monopole légitime.

« Comme tous les groupements politiques qui l'ont précédé historiquement, l'État consiste en un rapport de *domination* de l'Homme sur l'Homme fondé sur le moyen de la violence légitime (c'est-à-dire sur la violence qui est considérée comme légitime). L'État ne peut donc exister qu'à la condition que les hommes dominés se soumettent à l'autorité revendiquée chaque fois par les dominateurs. »⁴

Un État est donc une partie de la société qui s'arrogue le monopole de la violence, et que l'on reconnaît comme légitime pour le faire. Il est un instrument de coercition pour protéger les intérêts des classes dominantes et préserver des systèmes d'exploitation (sexiste, raciste, etc..) qui rendent possible l'accumulation du capital par la bourgeoisie.

Le capitalisme n'est ni un bloc qui écrase tout et uniformise complètement l'organisation sociale, ni un système condamné automatiquement par ses contradictions. Il est une dynamique historique qui transforme en profondeur les sociétés, mais qui, en même temps, s'y adapte, reprend leurs structures

⁴. Max weber, *le savant et le politique*, 1919

d'oppressions, les modifie et les fait fonctionner à son service.

Le lien entre patriarcat et État est particulièrement visible lorsqu'on considère comment l'État régule les normes de genre et les corps. L'histoire des lois sur la reproduction, la sexualité et l'accès aux soins, par exemple, montre comment l'État a souvent exercé une violence directe contre les femmes et contre toutes les personnes ne rentrant pas dans le cadre normatif binaire du genre ou de ce que la société définit comme « homme ».

Parallèlement, l'État est indissociable du capitalisme : il soutient l'accumulation des richesses par les plus puissants, tout en maintenant les inégalités économiques, notamment via l'exploitation du travail des femmes dans la sphère domestique et salariale (particulièrement des femmes les plus vulnérables, handis, sans papiers, etc).

L'état n'est pas un auxiliaire dans la gestion des dominations mais plutôt le terreau fertile sur lequel ses oppressions se développent. ⁵ L'état ne peut donc pas être un interlocuteur valable dans nos luttes et revendications mais l'ennemi à abattre.

Le capitalisme génère en permanence des contradictions inhérentes à sa propre organisation

⁵Francis Dupuis Deri <https://www.grand-angle-libertaire.net/que-faire-de-letat-dans-la-theorie-de-lintersectionnalite-une-reflexion-anarchiste/>

d) Écologie et masculinisme :

Le pillage de la planète au détriment des écosystèmes humains ou non-humains a des conséquences de plus en plus catastrophiques sur les corps-territoires.

La vision anthropocentrique où la Terre est un territoire « vierge » à dominer et conquérir se retrouve dans le discours masculiniste, qui fait de l'exploitation, de la violence et de la prise de risque des marqueurs centraux de la virilité.

C'est ce que la politologue Cara New Daggett appelle « pétromasculinité » ²⁷ . Consommation d'énergies fossiles, grosses voitures, viande et produit animal deviennent le symbole d'une identité masculine hégémonique menacée par les politiques écologiques perçues comme féminines, « faibles » ou « woke ». Les figures masculinistes comme Andrew Tate, Alex Hitchens ²⁸ ou d'autres influenceurs proches de l'extrême droite articulent ainsi climatoscepticisme, culte de la voiture, virilité vroum vroum et mépris de l'écologie, qu'ils associent à une prétendue « castration

²⁷ Cara New Daggett, *Péto-masculinité: du mythe fossile aux systèmes énergétiques féministes*

²⁸Youtubeur masculiniste français Alex Hitchens avait notamment fait une vidéo entière « rien a foutre de l'écologie »

De même les concepts de « dévirilisation » ou de « castration symbolique » des hommes colonisés contient souvent des dérives essentialistes. Certaines féministes autochtones²⁶ mettent en garde contre le piège qui consiste à réifier des catégories binaires de genre (le masculin dans l'action / virilité et le féminin dans la passivité / douceur) avec des injonctions à la « revirilisation ». Cette perspective risque de réduire les luttes anticoloniales à une restauration de la masculinité et du patriarcat indigène, plutôt qu'une remise en cause conjointe du colonialisme et du patriarcat, et invisibilise les expériences, les luttes et la parole politique des femmes qui voient dans la lutte, à la fois contre le colonialisme mais aussi contre l'état et le patriarcat, le seul moyen d'arriver à une autonomie totale de la terre et des corps.



et doit forcément être subordonné aux autres luttes (jamais l'inverse)

²⁶Audra Simpson (féminisme mohawk anticolonial) / Leanne Betasamosake Simpson (militante Anishinaabe) / Oyèrónké Oyèwùmí (chercheuse nigériane) entre autres

sociale ce qui donne lieu à différentes luttes, oppositions ou rapport de force en son sein.

Le rôle de l'état est donc aussi de résoudre les tensions/conflits issus de ses contradictions. Soit par la répression, soit par l'intégration (ou la désintégration) de certaines revendications dans l'ordre établi. Par exemple la légalisation du mariage homosexuel permet à la fois de faire entendre des revendications d'accès aux droits (et donc d'accès à la survie) mais également de pacifier des luttes en les intégrant dans l'ordre existant.⁶

Le rôle de l'état est donc à la fois celui de juge, bourreau, médiateur, régulateur, « protecteur ». Bref le rôle qu'on attribue communément au « pater familias ».

⁶Légalisé en 2013, le mariage homosexuel a permis à bon nombre de couples d'avoir les mêmes droits administratifs que les couples hétéros. Cette loi a été critiquée dans les milieux queers / anarchistes comme étant une volonté d'intégration dans la norme et la destruction du potentiel révolutionnaire des luttes queers. Cet épisode politique illustre bien les tensions qui existent entre un besoin de survie immédiate (et donc d'accès à des droits fournis par l'état) et le souhait de la fin de ces mêmes structures étatiques. Attention cependant de ne pas utiliser ces arguments pour jeter sous le bus les luttes queers ou cacher son homophobie sous un vernis « progressiste ».

1. Liens entre État et patriarcat

a) L'État : propriétaire des corps :

Dans ce système l'État est le bon père de famille. Celui qui pourvoit aux besoins, qui régit et contrôle mais aussi qui punit. Le corps des femmes (ou assimilés) et des enfants lui appartiennent. Il a droit de vie ou de mort et de les utiliser comme bon lui semble (inceste, féminicide, viols conjugaux, etc)..

Le corps des femmes est instrumentalisé à leur propre détriment au service d'intérêts patriarcaux :

« La femme est traitée comme un objet de propriété successive : du père au mari, de la famille à l'État, son corps étant confisqué pour la reproduction et l'honneur national ».⁷

La femme n'existe que dans leur appartenance aux hommes, elle est la mère de, la fille de ou l'épouse de.. Par exemple, les politiques utilisent souvent « nos filles » comme biens nationaux à protéger⁸. Tels des pères incestueux qui violent leurs filles mais refusent qu'elles fréquentent d'autres garçons. Cette logique patriarcale

⁷Frederica Montseny, *Mujeres Libres* 1930.

⁸Utilisés par tous les politiques de droite comme de gauche, ils servent principalement un agenda raciste et sexiste.

des enfants, héritage des droits politiques et fonciers, etc.) Dans cette logique, le travail reproductif des femmes est tantôt encouragé, tantôt puni, selon qu'il sert les intérêts du pouvoir en place. Il peut être encouragé pour « repeupler » la nation, renforcer un groupe ethnique, ou au contraire réprimé par des politiques de stérilisation forcée, de vols de bébés ou d'enlèvement d'enfants métis arrachés à leurs mères. Ces dispositifs ont en commun de nier aux femmes tout contrôle sur leur propre reproduction : leurs ventres deviennent des instruments de gestion démographique, de suprémacisme racial, d'ingénierie coloniale ou nationaliste, au service du maintien de l'ordre patriarcal et de l'appropriation des terres.

Il est intéressant de constater que, souvent, il est demandé aux femmes colonisées une loyauté envers les hommes de la communauté sous prétexte qu'avoir des revendications féministes viendraient fragiliser leurs positions déjà vulnérables. Étrangement on ne demande jamais aux hommes cette même loyauté. La logique aurait voulu que les femmes colonisées étant les plus exposés aux violences, les militants anticolonialistes, s'emparent de ces questions et exigent une loyauté envers le combat féministe, or c'est rarement le cas.²⁵

²⁵Ces injonctions à la loyauté s'inscrivent dans la tradition antiféministe où le féminisme est toujours relégué au second plan

précoloniales ne sont pas exemptes de hiérarchies sociales (pauvre / riches, hiérarchie entre groupes ethniques, esclavages, genre.)²³ La violence globale du colonialisme opère un assemblage où le patriarcat indigène préexistant s'hybride avec le patriarcat colonial moderne pour servir l'accumulation capitaliste.²⁴

Les hommes colonisés ne se tiennent pas systématiquement aux côtés des femmes comme des complices de la lutte féministe mais comme défendant leurs propriétés souillées par l'ennemi.

Les patriarcats locaux réagissent aux viols coloniaux en défendant l'honneur familial (propriété du corps féminin) plutôt que la souveraineté des femmes, perpétuant une logique patriarcale importée ou préexistante. Les hommes colonisés peuvent alors devenir des intermédiaires dans ce nouvel ordre social.

Le corps des femmes indigènes devient un terrain de conflit entre patriarcat colonial et patriarcat indigène : qui « fait » le peuple (filiation et transmission du nom

²³ Il persiste dans certains milieux « décoloniaux » un mythe selon lequel les sociétés précoloniales seraient des paradis perdus, où le patriarcat et les hiérarchies sociales n'existaient pas. Ces mythes sont dangereux car en plus d'essentialiser des cultures et fétichiser le passé, ils servent souvent de caution à un discours antiféministe où toute critique de l'hétéropatriarcat et des rôles genrés deviendrait « impérialistes » et donc à bannir de toute perspective politique.

²⁴ Ce que la militante Aymara, Julieta Paredes, conceptualise sous le terme de « entroncamiento de patriarcados »

masque violence et contrôle sous couvert de protection.

Pour exister, la structure patriarcale moderne repose sur plusieurs piliers, notamment l'hétérosexualité, la famille nucléaire et la religion. Elle est évidemment renforcée par d'autres structures comme le racisme, le validisme et, évidemment, est corrélée à la question de la classe. Contrairement à certaines théories de l'intersectionnalité, les oppressions (sexiste, raciste, validistes, etc) sont des dimensions inséparables d'un même régime social, et non des oppressions additionnelles juxtaposées. Le capitalisme s'appuie sur ces lignes de fracture pour organiser le travail, répartir la précarité et intensifier la domination.

b) La famille nucléaire au service du capital :

La femme est donc mise dans une position d'objet qu'on possède et non pas de sujet qui agit. En Europe, le fameux « siècles des lumières » au 18^{ème} siècle regorge d'écrit sur l'infériorité des femmes : « *Toute l'éducation des femmes doit être relative aux hommes. Leur plaire, leur être utiles, se faire aimer et honorer d'eux, les élever jeunes, les soigner grands, les consoler, leur rendre la vie agréable*

*et douce, voilà les devoirs des femmes dans tous les temps »*⁹

La femme ne peut avoir de désirs propres si ce n'est celui de répondre aux désirs des autres.

Fin du 19^{ème} siècle et début du 20^{ème} siècle, dans les pays capitalistes d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, la famille nucléaire patriarcale dévient un appareil répressif allié à l'impérialisme capitaliste, disciplinant les corps pour la guerre et l'exploitation globale.

Les nouvelles industries et la guerre ont besoin de corps toujours plus nombreux et disciplinés mais aussi en meilleure santé physique c'est à dire des travailleurs nourris, soignés et même parfois éduqués. C'est les femmes au sein du foyer qui se retrouvent donc en charge de ce travail, fourni gratuitement, de soins et de régénération des soldats-ouvriers au service du capital. Elles-mêmes n'ayant pas accès à ces soins, la médecine moderne étant principalement faite par les hommes pour les hommes. La médecine est au service du contrôle des corps des femmes au lieu d'être tourné vers le soin de ces dernières.¹⁰

Elles sont donc assignées à la sphère domestique et aux tâches liées au soin des autres (ménage, soins infirmiers, enfants, etc.). Le travail domestique des femmes et leur exploitation salariale sert le capital. Le

⁹Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou de l'éducation* (1762)

¹⁰ Voir par exemple les cas de psychiatrisation des femmes qui ne rentrent pas les cases prévues. Exemple <https://www.radiofrance.fr/franceinter/aux-origines-du-prejuge-sexiste-de-la-femme-hysterique-5611374>

c) Hybridation entre patriarcat indigène et colonial :

Les sociétés précoloniales ne sont pas exemptes de violences patriarcales même si on trouve des modèles d'organisation très différents en fonction des territoires et des époques. Dans certaines cultures les catégories genrées n'existent pas¹⁹, dans d'autres la filiation est matrilineaire²⁰, dans d'autres les unions entre femmes sont normalisées.²¹

Par ailleurs, il peut exister une division sexuée du travail, des discriminations et des violences liées au genre au sein de ces mêmes cultures.²² Les sociétés

¹⁹Dans la culture Yoruba par exemple cf. Oyèrónkẹ Oyèwùmí, *The Invention of Women: Making an African Sense of Western Gender Discourses*

²⁰Au pays basque par exemple cf. « *le matriarcat basque* » de Anne-Marie Lagarde

²¹Dans la culture Igbo par exemple

²²Chez les Tutchone (Athapaskan du Yukon, Canada) des strates sociales incluait familles riches (dan nozi), pauvres (cekadye) et esclaves (yandye). Dans les royaumes bantous ou nilo-sahariens précoloniaux (Moyen-Niger, lac Tchad), des migrations et conflits intertribaux ont généré des divisions par clans, esclavage endogène et inégalités liées à l'accès aux terres fertiles. Chez les Yoruba (Nigeria), des patriarcats structurés avec divisions sexuées du travail et autorités masculines préexistaient. Les Incas (Pérou) imposaient une division genrée rigide : hommes à l'agriculture et guerre, femmes au tissage et domesticité, avec punitions pour transgression. Chez les Aztèques, des inégalités foncières et sacrificielles favorisaient les élites masculines, etc.

ou primitives, servant à justifier la domination impériale via l'appropriation physique et symbolique. Cette domination puise dans les imaginaires coloniaux qui projettent sur ces corps une fascination/répulsion : innocence « naturelle » mêlée à une « dépravation / sauvagerie », via un imaginaire de harems ou prostituées indigènes. Cela légitime viols, esclavage sexuel et hiérarchies raciales, où le colonisateur s'arroge un pouvoir absolu sur ces « territoires » corporels. Les femmes sont donc dépossédées à la fois de la terre et donc d'accès aux ressources de base : (eau, autonomie alimentaire, etc.) et de leurs corps par le pouvoir colonial.

Les viols sont invariablement des armes de guerre, et ce dans toutes les guerres coloniales ou non. Il s'agit de dominer la possession de l'ennemi car le corps des femmes appartient à d'autres hommes et c'est ces propriétés qu'il faut voler ou « souiller » dans une logique coloniale et patriarcale.



travail salarié des femmes, en plus du travail domestique gratuit, et des enfants va permettre d'avoir une main d'œuvre pas cher et corvéable pour servir l'accumulation du capital.

Assigner les femmes à la sphère privé, c'est à dire à l'intérieur du foyer, permet de maintenir une dépendance au père / mari qui sont eux les pourvoyeurs de revenus¹¹. Ce contrôle domestique favorise la dépendance et donc les violences. Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des violences surviennent à l'intérieur du foyer¹². La domination adulte sur les enfants prépare le futur cadre de soumission à la hiérarchie dans le capitalisme. La socialisation familiale produit des individus capables d'accepter des hiérarchies, des contraintes temporelles et des disciplines du corps, intériorisées d'abord dans la relation parent/enfant, puis transposées dans la relation employeur/salarié.

Ce lien famille / entreprise se matérialise notamment dans l'apparition d'un paternalisme patronal au 19ème siècle où le patron assume le rôle du « chef de famille »

¹¹La notion de « pourvoyeur de revenus » est à prendre avec des pincettes, les femmes bénéficient peu des revenus de leurs maris (cf. la théorie des pots de yaourt). En France les femmes ne peuvent travailler sans l'accord de leur mari ou ouvrir un compte en banque qu'en 1965 et ne disposait pas de moyens financiers propres la plupart du temps.

¹²Pour la plupart des statistiques sur le sujet voir <https://www.noustoutes.org/comprendre-les-chiffres/>

à qui les enfants / salarié.es doivent respect et obéissance. En prenant « soin » de ses salarié.es le patronat endigue les contestations révolutionnaires et s'assure la dépendance de ses « enfants ».

La famille est aussi le lieu de transmission intergénérationnelle de ressources matérielles, symboliques et culturelles, qui alimentent la reproduction des inégalités nécessaires au fonctionnement du capitalisme (héritage, capital scolaire, dispositions à la compétition, rapport au travail, etc). La famille construit également un cadre d'opposition « nous contre eux » (distinction entre ceux de la maison, du foyer, de l'intérieur contre l'extérieur, les étrangers) qui contribue à stabiliser l'ordre social et sert de base au développement de sentiments nationalistes, xénophobes et racistes.

c) Le travail reproductif des femmes :

Au sein de la famille, le corps des femmes et le travail reproductif est au service de la nation. Ce qu'on retrouve dans les politiques de natalité liés au besoin du capital (enfant unique si trop grande démographie, « réarmement démographique » pour servir de chair à canons dans leurs guerres, etc). Le corps des femmes

pour redéfinir une identité nationale et la défense du « nous » contre « eux »¹⁷.

Dans ce contexte, les hiérarchies sociales se développent et les femmes colonisées subissent une triple oppression : coloniale (dépossession de droits d'accès à des ressources, à la terre, à l'éducation ou à la langue, culture, etc), patriarcale (Déjà là avant la colonisation mais qui se réinvente sous le colonialisme), de classe (esclavage, main d'œuvre exploitée pour la bourgeoisie coloniale : domestique, paysannerie, usine, etc). Si par la suite une bourgeoisie locale indigène se développe et que des femmes détiennent une forme de pouvoir, les cas de figure sont marginaux.

Majoritairement le corps des femmes est vu comme un champ de bataille et la propriété privée des hommes. Les femmes colonisées¹⁸ sont hypersexualisées et/ou infantilisées et/ou réduites à une fonction reproductive. Dans tous les cas elles sont déshumanisées et souvent réduites à l'état de fétiches, c'est à dire des objets de désir exotique et symbole érotique, souvent vues comme sensuelles, disponibles

¹⁷On retrouve ici à plus grande échelle l'idée de la famille = la nation qu'il faut défendre contre ceux de l'extérieur (les étrangers) et ce, dans tous les états du monde.

¹⁸On se concentre ici sur les femmes mais l'exploitation sexuelle des corps des jeunes hommes et des enfants pendant la période coloniale et post-coloniale mériterait une brochure à elle seule (exemple Maroc / Thaïlande)

b) Femmes colonisées :

L'état-nation comme structure de coercition porte en lui les germes de la guerre avec ses frontières que ce soit pour les défendre ou les étendre. Les guerres d'expansion territoriale ou religieuse ont existé dès l'Antiquité (Empire romain, Empire ottoman, etc) mais le colonialisme européen s'accélère toutefois avec « l'accumulation primitive » (15ème – 18ème siècles) décrite par Marx, phase fondatrice du capitalisme. Gourmand en ressources, il pousse à conquérir des territoires pour accaparer matières premières, ouvrir de nouveaux marchés et des routes commerciales et sous couvert de « mission civilisatrice » catholique. Le cercle vicieux de l'expansion coloniale fait que, plus un état détient une puissance économique et militaire plus il aura la possibilité d'entrer en guerre et/ou dans des conquêtes coloniales, plus il peut s'enrichir. Pour justifier l'esclavage des catégories raciales sont théorisées que ce soit de manière politique ou « scientifique ».

L'État-nation moderne théorise et justifie les ségrégations internes (sociales, genrées, raciales) et la production de la figure de « l'ennemi.e intérieur.e »

est un champ de bataille, particulièrement en tant de guerre : viols, bébés volés, stérilisation forcée, etc.

Le mariage est un dispositif de contrôle qui encadre la sexualité et sert à organiser la reproduction. Les religions renforcent ce contrôle en interdisant la sexualité hors mariage et ainsi instaure des normes qui stabilisent les structures familiales. Grâce à cela, la filiation serait facilitée avec une certitude de la paternité. Dans l'histoire, le mariage peut aussi avoir des enjeux politiques, notamment les mariages entre héritier.es de différentes familles puissantes avec la punition des femmes en cas de stérilité ou si pas d'héritier mâle.

La notion de fécondité est un critère d'exclusion des femmes. Dans une société capitaliste patriarcale, même les femmes qui ne peuvent pas enfanter restent prises dans une norme qui les définit d'abord par la maternité... mais précisément en creux : elles sont souvent perçues comme « déviantes » (femmes trans), ou « incomplètes », « inutiles » (femmes âgées, stériles ou tout simplement qui refusent d'avoir des enfants), tout en subissant les inégalités de genre. Le cœur du problème n'est pas seulement la capacité biologique et/ou la volonté à enfanter, mais le fait que le système organise le travail, les droits et la reconnaissance autour d'un modèle de familles hétéronormées. Les luttes féministes menées sur la question de l'accès à l'avortement et à la contraception touchent au cœur le rôle des femmes dans la société patriarcale comme

fonction reproductrice, d'où la violente opposition encore aujourd'hui contre l'avortement et l'accès à la contraception dans les sphères réactionnaires et conservatrices partout dans le monde.

Ainsi, en fonction de ces critères, c'est l'état qui décide qui est femme et qui ne l'est pas. Tout ce qui ne correspond pas aux schémas patriarcaux hétéronormé et donc aux normes de genre est vu comme une dissidence et criminalisé / puni.

d) Contrôle hétéronormé des corps et économie patriarcale :

Les dissidences de genre sont plus sujettes à la marginalisation et la précarisation, en particulier les femmes trans, les queers placardisés¹³, racisées, sans papiers, en situation de handicap ou à la rue, etc, ce qui les rend plus vulnérables aux violences institutionnelles et interpersonnelles (thérapies de conversion, viols, meurtres, psychiatrisation, etc).

¹³N'en déplaise à certain.es le fait de devoir rester en permanence dans le placard et donc d'être isolé.es est une mise en danger supplémentaire notamment dans l'accès à la santé et aux soins (cf. augmentation du VIH)

Le terme « corps-territoire » doit s'entendre ici comme notion historique et politique et non pas biologique. Elle renvoie aux expériences de violence, de dépossession, de travail, etc., et pas d'une proximité « naturelle » des femmes avec la terre ou d'un rapport sacré entre la terre et le féminin.

L'extractivisme, c'est-à-dire la surexploitation organisée des territoires au profit du capital, prolonge la logique coloniale de pillage des terres et des corps. La stérilisation des sols, la pollution des eaux et la destruction des écosystèmes répondent à la même logique que l'appropriation des corps des femmes et des communautés indigènes : elles ne sont ni consultées, ni reconnues comme sujets politiques, mais réduites au statut de ressources disponibles.

Dans les pays du Sud, cette dynamique prend la forme d'un néo-colonialisme où les femmes sont à la fois premières touchées par les catastrophes écologiques, hyper-exposées aux violences (militaires, paramilitaires, policières) et utilisées comme main-d'œuvre bon marché dans les secteurs extractivistes et agro-industriels. L'extractivisme contemporain (mines, pétrole, gaz, lithium) s'appuie sur des États affaiblis, la corruption et des réseaux post-coloniaux pour sécuriser l'accès aux ressources, tandis que les anciennes puissances coloniales continuent d'intervenir politiquement et militairement pour protéger ces intérêts.

2. Patriarcat et conquête de la terre

a) Le corps – territoire :

La vision du monde patriarcale et capitaliste considère que le vivant doit être dominé et contrôlé pour en tirer profit. Ce qu'on retrouve dans le contrôle des corps s'étend au contrôle de la nature et du vivant. C'est ce que les féministes latino-américaines ont conceptualisé sous le terme de « corps-territoire ». Si ce concept est pertinent pour analyser les parallèles entre patriarcat et colonialisme, nous l'emploierons aussi avec prudence car les dérives essentialistes ne sont pas loin.

Le fait d'associer le corps des femmes à la terre peut aussi relever d'une vision sexiste et une réification des catégories de genre où l'homme appartient à l'histoire, à la culture, au rationnel, les femmes à la nature, à l'irrationnel. Les hommes qui sont dans le « Faire », et les femmes dans l'« Être » est un mythe patriarcal. De la même manière renvoyer la figure de la terre à celle de la mère (terre-mère) et réhabiliter la maternité comme étant l'alpha et l'oméga de la féminité essentialise les femmes.

L'exclusion se double d'un contrôle social : harcèlement policier, dépendance économique à un homme ou à des institutions étatiques, enfermements, etc et participe au maintien d'un ordre hétéronormé utile au capitalisme.

Il y a toute une économie patriarcale qui repose sur l'exploitation des femmes et des dissidences de genre. La prostitution, en ce sens, constitue une manifestation particulièrement explicite de cette économie : elle organise la marchandisation directe du corps des femmes et des minorités de genre au profit d'une classe masculine, reproduisant la logique de propriété et de domination sur le corps des autres. L'exploitation sexuelle devient une forme extrême du travail aliéné, où les corps marginalisés sont transformés en ressources économiques, renforçant ainsi la hiérarchie de genre et de classe.¹⁴

La culture du viol, c'est-à-dire la banalisation et la normalisation de la violence sexuelle comme culture socialement partagée constitue l'un des piliers du patriarcat. Elle repose sur la construction artificielle d'une masculinité dominatrice et d'une féminité

¹⁴Si jamais il y avait besoin de le préciser : la critique de l'économie patriarcale et de la prostitution ne justifie pas une stigmatisation, une infantilisation ou une discrimination envers les TDS. Il n'est pas question ici de demander l'abolition de la prostitution à l'état mais d'en comprendre son fonctionnement et ses liens avec le capitalisme et le patriarcat. Le travail en soi est une aliénation et seule une révolution globale peut nous en sortir.

soumise, où la souffrance des femmes et des corps dissidents devient non seulement tolérée, mais aussi érotisée et désirable. Par la publicité, les médias ou la pornographie, le corps féminin est réduit à un objet de consommation donc déshumanisé. Dans ce système, la violence devient désirable : la douleur, la contrainte, l'humiliation sont présentées comme des formes de beauté et de désirabilité (« il faut souffrir pour être belle ») et qu'on retrouve dans le vocabulaire de la sexualité hétérosexuelle qui recourt au champ lexical de la violence.¹⁵

Cette logique d'objectification impose une tension permanente entre disponibilité et respectabilité des corps sexisés avec une dichotomie « être couverte / découverte ». La hiérarchie entre femmes « dénudées », considérées comme inférieures ou « disponibles » (les putains), et femmes « couvertes », jugées respectables (les mères, les « vierges »), révèle une double norme patriarcale : en France, cette prétendue respectabilité cesse dès lors qu'il s'agit de femmes musulmanes et ne s'applique pas à celles qui portent le voile. Ici le fait d'être couverte est perçue comme une dissidence à

¹⁵Monique Wittig dans *la pensée straight et le corps lesbien* a particulièrement développé cette idée que le langage hétérosexuel décrit l'acte sexuel comme une entrée violente dans un corps passif avec un vocabulaire de domination, conquête, pénétration (exemple : se faire défoncer, se faire fourrer, se faire prendre, se faire mettre, etc)

« l'ordre républicain »¹⁶. Le corps des femmes doit être visible, mais pas pour tout le monde ; désiré, mais jamais souverain. La dichotomie « vierge / mère ou putain » structure ce contrôle social du corps féminin en niant toute autonomie du désir. La prétendue « virginité » (qui ne correspond à aucune réalité anatomique / biologique) agit ici comme un mythe de propriété, elle désigne symboliquement un territoire vierge à conquérir, confirmant que le corps des femmes ne leur appartient pas.

La culture du viol apparaît ainsi comme un outil de discipline sociale. Elle maintient les femmes et les minorités de genre dans un régime de peur et de culpabilité, garantissant la soumission nécessaire au fonctionnement du capitalisme patriarcal. L'appropriation des corps et la répression du désir deviennent alors des moyens de contrôle politique autant qu'économique.



¹⁶Le patriarcat se reconfigure ici en ordre néocolonial, prétendant libérer des corps qu'il continue pourtant à contrôler et à définir selon son propre narratif. La respectabilité des femmes couvertes cesse dès lors qu'elle est perçue comme un refus de « s'intégrer dans la république ».